

www.coe.int/TCY

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 3 décembre 2014

T-CY (2014)22

Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

12e réunion plénière

Strasbourg, 2-3 décembre 2014

Rapport de réunion abrégé

1 Introduction

La 12e Réunion plénière du Comité du TC-Y s'est réunie à Strasbourg les 2 et 3 décembre 2013 sous la présidence d'Erik Planken (Pays-Bas). La réunion a été ouverte par Jan Kleissen, Directeur de la Société de l'information et de l'Action contre le crime, DG 1, Conseil de l'Europe. Quelque 85 représentants d'États Parties et Observateurs y ont participé.

2 Décisions

Le T-CY a pris les décisions suivantes :

Point 2 de l'ordre du jour : État des signatures, des ratifications et des adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole

- Se féliciter de la récente ratification de la Convention et du Protocole par le Luxembourg, de la Convention par la Turquie et du Protocole par la République tchèque ;
- Prendre note des mesures en cours sur la voie de la ratification ou de l'adhésion à la Convention ou à son Protocole en Argentine, au Chili, au Costa Rica, en Israël, au Mexique, à Monaco, au Maroc, aux Philippines, au Sénégal et au Tonga, et de la probable ratification ou adhésion de plusieurs de ces États en 2015 ;
- Inviter les membres du TC-Y à soutenir le processus d'adhésion, notamment en consultation avec les Représentations respectives à Strasbourg, conformément à l'Objectif 1 du plan de travail du T-CY ;
- Prendre note de la position de la Fédération de Russie concernant la Convention de Budapest, notamment les préoccupations concernant la souveraineté nationale ;
- Se féliciter de l'intérêt exprimé par le Pérou et le Sri Lanka à adhérer à la Convention de Budapest ;
- Souligner la valeur et la pertinence de la Convention de Budapest telles qu'exprimées par les participants de tous les continents au T-CY ;
- Encourager les États qui ont signé ou ont été invités à adhérer à la Convention à en devenir Parties dans les plus brefs délais.

Point 3 de l'ordre du jour : Informations fournies par les États parties et observateurs - Tour de table

- Prendre acte avec intérêt des informations fournies sur les politiques en matière de cybercriminalité, l'évolution législative, la formation ou les principales affaires par l'Albanie, l'Argentine, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, le Costa Rica, la Croatie, la République tchèque, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, l'Ile Maurice, le Mexique, la République de Moldova, Monaco, le Monténégro, le Maroc, les Pays-Bas, la Norvège, Panama, les Philippines, le Portugal, la Roumanie, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, le Sri Lanka, Singapour, l'Afrique du Sud, la Suisse, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », le Tonga, la Turquie, l'Ukraine et les États-Unis ;
- Attirer une fois encore l'attention sur une tendance qui comporte des risques pour l'État de droit et les droits de l'homme : alors que la menace de la cybercriminalité, sa complexité et les difficultés liées aux preuves électroniques vont croissant, l'autorité des institutions de

justice pénale pour enquêter sur les délits en la matière et en poursuivre les auteurs et pour obtenir ou partager des preuves électroniques semble diminuer.

Point 4 de l'ordre du jour : Dialogue avec les organisations internationales (Observateurs auprès du T-CY)

- Se féliciter des informations partagées par la Commission européenne, ENISA, Eurojust et Europol ;

Point 5 de l'ordre du jour : Suites données au rapport d'évaluation du T-CY sur les dispositions en matière de conservation rapide

- Noter que les réponses supplémentaires au questionnaire et les informations communiquées par les Parties concernant les suites données au rapport d'évaluation du TC-Y sur la conservation rapide et l'impact de la décision de la Cour européenne de justice en matière de conservation des données n'a pas permis au Bureau du T-CY de préparer un rapport supplémentaire comme décidé par la 11^e réunion plénière ;
- Demander au Secrétariat d'inviter les Parties concernées à communiquer des informations supplémentaires, les réponses devant parvenir avant le 20 janvier 2015 ;
- Inviter le Bureau à soumettre un rapport supplémentaire sur la conservation rapide pour examen par la 13^e réunion plénière du T-CY (juin 2015).

Point 6 de l'ordre du jour : Évaluation de l'article 31 et des articles connexes sur la coopération internationale : Finalisation du projet de rapport et des projets de recommandations

- Adopter le rapport d'évaluation de l'article 31 et des articles connexes sur la coopération internationale.

Point 7 de l'ordre du jour: Dispositions à évaluer dans le 3^e cycle des évaluations du T-CY (2015)

- Inviter le Bureau à préparer un questionnaire pour le 3^e cycle d'évaluation de l'article 13 (sanctions et mesures) pour examen par la 13^e plénière.

Point 8 de l'ordre du jour : Accès transfrontalier aux données

- Prendre note avec satisfaction du rapport du Groupe transfrontalier sur les options d'action future par le T-CY et l'adopter, et remercier le Groupe pour le travail accompli depuis 2012 ;
- Adopter la Note d'orientation #3 du T-CY sur l'accès transfrontalier aux données (article 32) ;
- Établir un groupe de travail sur l'accès de la justice pénale aux preuves stockées dans le cloud, y compris par le biais de l'entraide judiciaire (« Groupe preuves dans le cloud ») et adopter le mandat pour ce groupe ;
- Inviter des représentants de l'Italie, du Japon, de l'Ile Maurice, de la Roumanie et de la Suisse à participer au groupe en tant que membres ;
- Encourager la participation d'autres membres du T-CY à ce groupe ;
- Inviter le Bureau du T-CY à examiner une lettre reçue du Groupe de travail sur la protection des données article 29, en date du 28 novembre 2014, et à préparer une réponse le cas échéant.

Point 9 de l'ordre du jour : Notes d'orientation du T-CY

- Adopter la Note d'orientation sur les spams ;
- Inviter le Bureau à préparer – si cela est possible – une Note d'orientation sur le refinancement des frais concernant les demandes de conservation au titre des articles 29 et 30 de la Convention de Budapest et éventuellement d'autres dispositions relatives à la coopération internationale.

Point 10 de l'ordre du jour : Rapport sur les informations concernant les abonnés

- Adopter le rapport sur les informations concernant les abonnés.

Point 11 de l'ordre du jour : « Lois modèles » et Convention sur la cybercriminalité

- Signaler les risques et préoccupations soulevés par les « lois modèles » sur la cybercriminalité préparées et diffusées par différentes organisations, ainsi que l'incertitude concernant leur statut ;
- Encourager les Parties et le Secrétariat du T-CY à prendre contact avec les organisations pertinentes concernant les « lois modèles ».

Point 12 de l'ordre du jour : Plan de travail du T-CY : examen et adoption du plan de travail 2014/15

- Noter que le plan de travail tel qu'adopté par le T-CY en décembre 2013 est mis en œuvre comme prévu.

Point 13 de l'ordre du jour : Ressources financières du T-CY pour 2014-15

- Inviter les Membres et observateurs à envisager de faire des contributions supplémentaires non fléchées en faveur du projet Cybercrime@Octopus, y compris en vue de soutenir le T-CY.

Point 14 de l'ordre du jour : Activités des projets de développement de compétences et Bureau de Programme sur la cybercriminalité (C-PROC)

- Se féliciter des activités soutenues par le biais des projets de consolidation des capacités du Conseil de l'Europe menés par le Bureau des Programmes Cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) à Bucarest, Roumanie ;
- Se féliciter des contributions apportées par l'Estonie, le Japon, Monaco, la Roumanie, le Royaume-Uni, les États-Unis et Microsoft au projet Cybercrime@Octopus ainsi que du financement apporté par l'Union européenne à des projets conjoints Cybercrime@EAP et Global Action on Cybercrime (GLACY).

Point 15 de l'ordre du jour : Questions diverses

- Prendre note que la 13^e Conférence des Nations Unies sur la Prévention du crime et la justice pénale se tiendra à Doha, Qatar, du 12 au 19 avril 2015, et inviter les Membres et Observateurs du T-CY à se consulter pour définir des positions communes dans le droit fil de l'Objectif 5 du plan de travail du T-CY ;
- Prendre note que la Conférence 2015 sur le Cyberspace global se tiendra à La Haye les 16 et 17 avril 2015 ;

- Inviter les Parties à faire part de leurs observations sur le projet d'avis du Comité de Lanzarote sur l'article 23 (solicitation d'enfants à des fins sexuelles) de la Convention de Lanzarote, en indiquant notamment des décisions de justice, d'ici le 20 janvier 2014 ;
- Amender le Règlement intérieur pour inviter EUROJUST en qualité d'observateur auprès du T-CY.

Point 16 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du T-CY

- Tenir la 13^e réunion plénière du T-CY les 15 et 16 juin 2015 sous réserve de la disponibilité des ressources, suivie de la Conférence Octopus les 17 et 19 juin 2015.
-

3 Annexe

3.1 Ordre du jour annoté

Ordre du jour annoté

(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un* relèvent de la décision des membres représentant les Parties contractantes à la Convention de Budapest)

1. Ouverture de la 12 ^e réunion plénière et adoption de l'ordre du jour
2. Etat des signatures, des ratifications et des adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole Les participants sont invités à examiner l'état des signatures, ratifications ou adhésions par divers pays.
3. Informations communiquées par les Parties et les observateurs – Tour de table Les participants sont invités à présenter des informations sur les évolutions législatives, les principaux cas, les événements importants, la formation dispensée à d'autres pays, y compris par des organisations internationales, etc.
4. Dialogue avec les organisations internationales (observateurs du T-CY) Les représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur auprès du T-CY sont invités à présenter les activités pertinentes et à engager un dialogue avec les membres du T-CY. La liste des observateurs comprend : la Commission de l'Union africaine, l'ENISA, l'Union européenne, Interpol, l'UIT, l'OEA, l'OCDE, l'OSCE, l'ONUUDC et le G7.
5. Suivi du rapport d'évaluation du T-CY sur les dispositions relatives à la préservation rapide des données * A sa 11 ^e réunion plénière, le T-CY a invité les Parties qui ne participaient pas à l'évaluation de ces dispositions en 2012 à transmettre les questionnaires remplis au Secrétariat en vue d'un rapport supplémentaire sur l'application des dispositions relatives à la conservation rapide des données. Il les a invitées à soumettre des informations complémentaires sur les suites données au rapport d'évaluation adopté en décembre 2012. Le T-CY est invité, à sa 12 ^e réunion plénière, à examiner les informations reçues. Les Parties sont encouragées à mettre en commun les informations sur les implications de la décision de la CEJ sur la conservation des données. Il est proposé d'envisager un rapport supplémentaire détaillé à la 13 ^e réunion du T-CY (juin 2015).
6. Evaluation de l'article 31 et des autres articles relatifs à la coopération internationale : finalisation du projet de rapport et des projets de recommandations * Les Parties sont invitées à examiner les projets de recommandations et de conclusions en vue

de l'adoption du rapport.

Il est vivement recommandé de veiller à ce que les délégations se composent de responsables de l'entraide judiciaire dans les Parties.

7. Dispositions à évaluer dans le cadre du 3^e cycle d'évaluation du T-CY (2015)*

A sa 11^e réunion plénière, le T-CY a décidé de consacrer le 3^e cycle des évaluations à l'article 13 (sanctions et mesures).

Le T-CY est invité, à sa 12^e réunion plénière, à envisager les éléments d'un projet de questionnaire du Bureau.

Il est proposé d'envisager un questionnaire complet à la 13^e réunion plénière (juin 2015).

8. Accès transfrontalier aux données*

A sa 10^e réunion plénière (décembre 2013), le T-CY a demandé au groupe sur l'accès transfrontalier de lui présenter un rapport comprenant des propositions d'actions futures à ce sujet à sa 12^e réunion plénière.

Les participants sont invités à examiner ce rapport.

Le T-CY est en outre invité à sa 12^e réunion plénière à examiner le projet de note d'orientation sur l'article 32 en vue de son adoption.

9. Notes d'orientation du T-CY*

Le T-CY est invité à examiner le projet de note d'orientation sur le spam en vue de son adoption.

Les Parties sont invitées à faire des propositions pour d'autres notes d'orientation.

10. Rapport sur les informations relatives aux abonnés*

Le T-CY a conclu, à sa 11^e réunion plénière, que l'adoption d'une note d'orientation sur les informations relatives aux abonnés serait prématurée, mais a demandé au Secrétariat d'élaborer un rapport à part entière à partir des informations reçues des Parties.

Le T-CY est invité à sa 12^e réunion plénière à examiner le projet de rapport en vue de son adoption.

11. Lois types c. Convention sur la Cybercriminalité

Le T-CY est invité, à sa 12^e réunion plénière, à procéder à un échange de vues sur les lois types et les instruments mis au point par d'autres organisations et sur leurs relations avec la Convention de Budapest sur la cybercriminalité.

12. Programme de travail du T-CY : examen du programme de travail 2014-2015*

Les Parties sont invitées à examiner les progrès réalisés.

<p>13. Dotations financières du T-CY pour 2014-2015*</p> <p>Le Secrétariat informera les participants de l'état des ressources financières dont disposera le T-CY en 2014-2015.</p> <p>A la suite de la décision sur le financement du T-CY prise à la 9^e réunion plénière, les Parties sont invitées à envisager d'apporter une aide financière au T-CY par des contributions volontaires au projet CYBERCRIME@OCTOPUS.</p>
<p>14. Activités des projets de développement de compétences et Bureau de programme sur la cybercriminalité (C-PROC) du Conseil de l'Europe</p> <p>Le Secrétariat donnera des renseignements à jour sur les projets de développement de compétences et le Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) de Bucarest, y compris sur les activités de renforcement des droits de l'homme et de l'état de droit.</p>
<p>15. Questions diverses</p> <p>–</p>
<p>16. Prochaine réunion du T-CY*</p> <p>Les membres du T-CY sont invités à se prononcer sur la proposition d'organiser la 13^e réunion du T-CY les 15 et 16 juin 2015 avant la Conférence Octopus qui aura lieu du 17 au 19 juin 2015. Cette proposition est subordonnée à la disponibilité de fonds.</p>

3.2 Liste des participants

1. Bureau members

Country	Name	Institution
NETHERLANDS (T-CY Chair)	Mr Erik PLANKEN (T-CY Representative)	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice
ROMANIA (T-CY Vice-chair)	Ms Cristina SCHULMAN (T-CY Representative)	Legal Adviser Ministry of Justice Directorate International Law and Judicial Cooperation
DOMINICAN REPUBLIC	Mr Claudio PEGUERO (T-CY Representative) APOLOGISED	
ESTONIA	Mr Markko KÜNNAPU (T-CY Representative) APOLOGISED	Adviser Ministry of Justice
GEORGIA	Mr Giorgi TIELIDZE (T-CY Representative)	Senior Adviser Department of Internal Security and Public Order
JAPAN	Mr Tsuyoshi KITAGAWA (T-CY Representative) APOLOGISED	Principal Deputy Director International Safety and Security Cooperation Division, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs of Japan

Country	Name	Institution
NORWAY	Mr Eirik TRØNNES HANSEN (T-CY Delegate)	Prosecutor Kripos
PORTUGAL	Mr Pedro VERDELHO (T-CY Representative)	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica
SERBIA	Mr Branko STAMENKOVIC (T-CY Representative)	Head of the Special Department for High-Tech Crime of HPPO Belgrade Office of the Public Prosecutor of Serbia
UNITED KINGDOM	Mr Justin MILLAR (T-CY Representative) APOLOGISED	Head of Cyber Crime Policy Home Office London
USA	Ms Betty SHAVE (T-CY Representative)	Assistant Deputy Chief for International Computer Crime Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice Washington, DC

2. Parties to the Convention

Country	Name	Institution
ALBANIA	Ms Diana STILLO SILA (T-CY Representative)	Department of Foreign Jurisdictional Relations Ministry of Justice
ARMENIA	Mr Armen ABRAHAMYAN (T-CY Delegate)	Officer, Fight Against High-tech Crimes, General Department of Struggle Against Organized Crime Police of the Republic of Armenia
AUSTRALIA	Mr Simon LEE (T-CY Delegate) APOLOGISED	Senior Legal Officer Telecommunications and Surveillance Law Branch
AUSTRIA	Mr Kai MAYER (T-CY Representative) APOLOGISED	Federal Ministry of the Interior Criminal Intelligence Service Josef Holaubek Platz 1 A-1090 WIEN
AZERBAIJAN	Mr Hajiaga HAJIYEV APOLOGISED	Ministry of National Security
AZERBAIJAN	Mr Javid NESIRLI	First Secretary Ministry of Foreign Affairs
BELGIUM	Mr Frederik DECRUYENAERE (T-CY Representative) APOLOGISED	Attaché au Service des Infractions et Procédures Particulières Service Public Fédéral Justice Boulevard de Waterloo, 115 1000 BRUXELLES

BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mr Tomislav CURIĆ (T-CY Representative)	Expert Adviser Department for Combating Organized Crime and Corruption Ministry of Security Trg BiH 1, 71000 Sarajevo
BULGARIA	Mr Vasil PETKOV (T-CY Delegate)	Inspector Cybercrime, IPR and Gambling Section, General Directorate Combating Organized Crime, Ministry of Interior
CROATIA	Mr Ivan MIJATOVIĆ (T-CY Delegate)	High-tech Crime Department, National Police Office for Suppression of Corruption and Organized Crime
CYPRUS	Mr A. ANASTASIADES APOLOGISED	Police Inspector Office for Combating Cybercrime and Forensic Lab Cyprus Police Headquarters
CZECH REPUBLIC	Ms Martina FILIPPIOVÁ	International Cooperation Department Ministry of Justice of the Czech Republic
DENMARK	Mr Peter Johan Christopher BARTHOLIN (T-CY Representative) APOLOGISED	Head of Section Ministry of Justice Slotsholmsgade 10 1216 København K
DOMINICAN REPUBLIC	Mr Claudio PEGUERO (T-CY Representative) APOLOGISED	
ESTONIA	Mr Markko KÜNNAPU (T-CY Representative) APOLOGISED	Adviser Ministry of Justice Tonismagi 5A EST-15191 Tallinn
FINLAND	Mr Mikko MONTO (T-CY Representative)	Counsellor of Legislation Ministry of Justice POB 25, FIN-00023 GOVERNMENT
FINLAND	Mr Jouko HUHTAMÄKI (T-CY Delegate)	Ministerial Adviser Police department Ministry of the Interior Kirkkokatu 12 00100 HELSINKI
FRANCE	Ms Delphine GAY (T-CY Representative)	Commandant de Police OCLCTIC Ministère de l'Intérieur 101 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre
GEORGIA	Mr Giorgi TIELIDZE (T-CY Representative)	Senior Adviser Department of Internal Security and Public Order
GEORGIA	Mr Giorgi JOKHADZE	Lawyer Data Exchange Agency Ministry of Justice of Georgia
GEORGIA	Mr David GABEKHADZE	Senior Inspector, Operative-Technical Department Ministry of Internal Affairs

GERMANY	Ms Inga WAHLEN (T-CY Delegate)	Deputy Head of Division Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime Federal Ministry of Justice and Consumer Protection Mohrenstraße 37 10117 Berlin Germany
HUNGARY	Ms Anita IZSÁK (T-CY Delegate)	Ministry of Interior Departement of Codification and Coordination
ICELAND	Mr Sigurður Emil PÁLSSON (T-CY Delegate)	Ph.D Senior Advisor Civil Protection, Cyber Security, Critical Infrastructures, Technical and Strategic Issues Department of Public Security Ministry of the Interior Sölvhólgötu 7, 101 Reykjavík, Iceland
ITALY	Mr Francesco CAJANI (T-CY Delegate)	High Tech Crime Unit, Court of Law in Milan Deputy Public Prosecutor
ITALY	Mr Gianluigi UMETELLI	Chief Inspector
JAPAN	Mr Tsuyoshi KITAGAWA (T-CY Representative) APOLOGISED	Principal Deputy Director International Safety and Security Cooperation Division, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs of Japan
JAPAN	Ms Akino KOWASHI (T-CY Delegate)	Official, International Safety and Security Cooperation Division, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs
JAPAN	Mr Akihiro OOKOCHI	Director, International Safety and Security Cooperation Division, Ministry of Foreign Affairs
JAPAN	Mr Naoki WATANABE	Attorney, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice
JAPAN	Mr Makoto NAKAMURA	Assistant Director (Superintendent), National Police Agency
JAPAN	Mr Takaaki SHINTAKU	Consul (Attorney) Consulate-General of Japan at Strasbourg
LATVIA	Mr Andrejs MATISS (Delegate of Ms TUKISA)	International Cooperation Bureau
LITHUANIA	Mr Žilvinas SIDERAVIČIUS (T-CY Representative)	Chief Investigator Police Department Ministry of the Interior Criminal Police Board Saltoniškių str. 19 Vilnius
LUXEMBOURG	Mr Laurent THYES	Attaché de Gouvernement 1er en rang Ministère de la Justice
MALTA	Permanent Representation APOLOGISED	
MAURITIUS	Mr Vishnou GONDEEA	Permanent Secretary of the Ministry
MAURITIUS	Ms Mary Jane LAU YUK POON	Assistant Solicitor General

MOLDOVA	Mr Veaceslav SOLTAN (T-CY Representative)	Prosecutor Chief of Department on Information Technology and Cybercrime Investigation General Prosecutor Office Mitropolit Banulescu-Bodoni, 26 MD-Chisinau
MOLDOVA	Mr Eugeniu MORARU	Head of the Centre for combating cyber crime General Police Inspectorate of the Ministry of Internal Affairs
MONTENEGRO	Mr Vladimir VUJOTIC (T-CY Representative)	Adviser Ministry of Justice Vuka Karadzica 3, 81000 Podgorica
NETHERLANDS	Mr Erik PLANKEN (T- CY Representative)	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice Schedeldoekshaven 100 NL-2511 EX Den Haag H9.42
NORWAY	Mr Eirik TRØNNES HANSEN (T-CY Delegate)	Prosecutor Kripos 6, Brynsalleen 0667 Oslo Postboks 8163 Dep. 0034
PANAMA	Mr Diego MORALES	Legal Counsel National Governmental Innovation Authority
PORTUGAL	Mr Pedro VERDELHO (T-CY Representative)	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica Rua de Vale do Pereiro, nº 2, 3º 1269-113 LISBOA Portugal
ROMANIA	Ms Ioana ALBANI (T-CY Delegate)	Chief Prosecutor, Head of the Cybercrime Unit Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice Directorate for the Investigation of Organised Crime and Terrorism offences 14, Libertatii Blvd, Sector 5, Bucharest
ROMANIA	Ms Cristina SCHULMAN (T-CY Representative)	Legal Adviser Ministry of Justice Directorate International Law and Judicial Cooperation
SERBIA	Mr Branko STAMENKOVIC (T-CY Representative)	Head of the Special Department for High-Tech Crime of HPPO Belgrade Office of the Public Prosecutor of Serbia Nemanjina 22-26 str. RS-11000 Belgrade
SLOVAKIA	Mr Branislav KADLECIK (T-CY Representative)	General State Counsellor International Public Law Division International Relations Department Ministry of Justice of the Slovak Republic Župné nám. 13 813 11 Bratislava
SLOVENIA	Mr Toni KASTELIC (T- CY Representative)	Head of Computer Investigation Centre Criminal Police Directorate Stefanova 2 1000 Ljubljana

SPAIN	Ms Maria Elvira TEJADA DE LA FUENTE (T-CY Representative)	Head Cybercrime Prosecutor's Office General Prosecutor's Office C/ José Ortega y Gasset, 57 – 1º
SPAIN	Ms Alicia MORAL	
SPAIN	Mr Ramón GONZÁLEZ GALLEGO	Grupo de delitos telemáticos Unidad Central Operativa - Guardia Civil
SWITZERLAND	Mr Andrea CANDRIAN (T-CY Representative)	Stv. Chef, International Criminal Law Unit Federal Office of Justice Bundesrain 20 CH-3003 Bern Schweiz / Switzerland
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Mr Vladimir MILOSHESKI (T-CY Delegate)	Public Prosecutor Public Prosecutors office for combatting organized crime and corruption Bul Kiril i Metodij sudska Palata Skopje 1000 Skopje
TURKEY	Mr Yasin KÖSE	Deputy Director of International Operations, Department of Cyber Crime, Turkish National Police Turkey
UKRAINE	Mr Oleksii TKACHENKO (T-CY Delegate)	International Relations officer Cyber Department, SBU
UKRAINE	Mr Ievgen CHUMACHENKO (T-CY Delegate)	Senior detective inspector Division for combating cybercrime of the Ministry of Internal Affairs
UNITED KINGDOM	Mr Justine MILLAR (T-CY Representative) APOLOGISED	Head of Cyber Crime Policy Home Office London
USA	Ms Betty SHAVE (T-CY Representative)	Assistant Deputy Chief for International Computer Crime Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice Washington DC

3. Observer States

Country / Organisation	Name	Institution
ANDORRA		
ARGENTINA	Mr Gabriel CASAL	Jefatura de Gabinete de Ministros Subsecretaria de Tecnologías de Gestión Chief of Advisors
CANADA		
CHILE	Mr Pablo CASTRO (T-CY Representative)	Subdirector para Seguridad Internacional Ministerio de Relaciones Exteriores Dirección de Seguridad Internacional y Humana Teatinos 180, piso 13, Santiago - Chile
COLOMBIA		

COSTA RICA	Mr Adalid MEDRANO (T-CY Delegate)	Abogado & Consultor en Nuevas Tecnologías Aptdo.54-2010 San José, Costa Rica
GREECE	Mr Theofilos ZAFEIRAKOS (ABSENT)	Counselor of Embassy Permanent Representation of Greece to the Council of Europe
IRELAND		
ISRAEL	Naomi ELIMELECH SHAMRA, Adv	Treaties Department Office of the Legal Advisor Ministry of Foreign Affairs
LIECHTENSTEIN	Isabel FROMMELT (T- CY Representative) (ABSENT)	Botschaftsrätin / Counsellor Amt für Auswärtige Angelegenheiten / Office for Foreign Affairs Heiligkreuz 14, FL-9490 Vaduz
MEXICO	Ms Verónica JUÁREZ CASIMIRO	Director of Treaties, Office of the Legal Advisor (Consultoría Jurídica)
MEXICO	Ms Claudia Gabriela Zermeno	Ministry and Governance
MEXICO	Mr. Santiago OÑATE LABORDE ABSENT	Observateur Permanent Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
MEXICO	Mr. Alejandro MARTINEZ PERALTA	Observateur Permanent Adjoint Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
MEXICO	Mr. José Humberto LÓPEZ-PORTILLO SÁNCHEZ	Deputy Attaché for Legal Affairs Legal Attaché Office for Europe of the Attorney General of Mexico Embassy of Mexico in Spain
MONACO	Mr Gabriel REVEL	Adjoint au Représentant Permanent
MORROCO	Mr Marouane HEJJOUJI	Ingénieur d'Etat
MORROCO	Mr Abdeljalil TAKI	Membre de l'équipe marocaine du Projet GLACY ministère de l'intérieur DGST Maroc
MORROCO	Mr Khalid EL BETTACHI	Consulat Général Strasbourg
PHILIPPINES	Ms Susan YAP	Representative, Second District of Tarlac
PHILIPPINES	Mr Geronimo SY (T-CY Representative)	Assistant Minister Ministry of Justice Padre Faura, Ermita 1000 Manila
POLAND		
RUSSIAN FEDERATION	Veniamin A.YARKIN	Attache, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation
RUSSIAN FEDERATION	Dmitry KIRSANOV	Consular at Ministry of Interior
RUSSIAN FEDERATION	Permanent representation	
SAN MARINO		
SENEGAL	Mr Papa GUEYE	Chef de la brigade spéciale de lutte contre la cybercriminalité Dakar, Sénégal

SENEGAL	Mr Samba SALL	Magistrat, Juge d'instruction en charge du 2e cabinet d'instruction au Tribunal de Dakar
SOUTH AFRICA	Ms Irene MOETSANA-MOENG (T-CY Representative)	Department of International Relations and Cooperation
SOUTH AFRICA	Ms Taki NETSHITENZHE	Adv. Ambassador. Policy and Legal Advisory Services Ministry for State Security State Security Agency
SWEDEN	Mr Mikael KULLBERG APOLOGISED	Rättssakkunnig Åklagarenheten Justitiedepartementet Regeringskansliet 103 33 Stockholm
TONGA	Mr. Aminiasi KEFU (T-CY Representative) APOLOGISED	Solicitor General Attorney General Office First Floor, Taumoepeau Building, Corner of Fatafehi and Salote Road, Nuku'alofa, Tonga Is
TONGA	Ms Leotrina MACOMBER	Assistant Crown Counsel

4. Ad-hoc Observer States

Country	Name	Position
PARAGUAY	Ms María Teresa AGUIRRE ALLOU (ABSENT)	Fiscal Gral. Adjunta Unidad de Delitos Informaticos y Derechos Humanos
PERU	Mr José Luis MEDINA FRISANCHO	Asesor del Ministerio Ministry of Justice and Human Rights of Peru
SINGAPORE	Mr G KANNAN	Senior State Counsel / Deputy Public Prosecutor Senior Director, Corruption Directorate & Senior Director, Technology Crime Unit, Economic Crimes & Governance Division Criminal Justice Division Singapore Attorney-General's Chambers, Singapore
SINGAPORE	Mr Shangjun TANG	Deputy Public Prosecutor - State Counsel State Prosecution Division Attorney-General's Chambers Singapore
SRI LANKA	Mr Jayantha FERNANDO	Director/ Legal Advisor ICT Agency of Sri Lanka (ICTA)

5. Observer Organisations

Organisation	Name	Position
--------------	------	----------

AFRICAN UNION COMMISSION (AUC)		
EUROPEAN UNION European Commission	Ms Nayia-Panagiota BARMPALIOU	European Commission Directorate General for Development and Cooperation – EuropeAid Directorate B - Human and Society Development Unit B/5 Instrument for Stability, Nuclear Safety
EUROPEAN UNION European Commission	Mr. Michele SOCCO	European Commission - Directorate General Home Affairs Unit A2 - Organised crime and relations with EMCDDA
EUROPEAN UNION EUROPOL (EC3)	Ms Aglika KLAYN	Junior Programme Manager, EC3 Management Team EUROPOL
EUROPEAN UNION EUROPOL (EC3)	Ms Catarina NUNES LADEIRA	Project Manager and Analyst EC3 Strategy & Development EUROPOL
EUROPEAN UNION ENISA	Mr Jo DE MUYNCK	National Seconded Expert - Operational Security EUROPEAN UNION AGENCY FOR NETWORK & INFORMATION SECURITY (ENISA)
EUROPEAN UNION EUROJUST	Mr Peter GOUWY	Senior Analyst in Case Analysis Unit.
EUROPEAN UNION EUROJUST	Ms Mieke DE VLAMINCK	Case Analyst in Case Analysis Unit
G8 Roma-Lyon Group		
INTERPOL	Ms Caroline GOEMANS-DORNY APOLOGISED	Counsel 200 Quai Charles de Gaulle F-69006 LYON
International Telecommunication Union (ITU)		
ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (OAS)		
OECD		
OSCE		
UNODC	Mr Steven MALBY APOLOGISED	Drug Control and Crime Prevention Officer Organized Crime and Illicit Trafficking Branch Division for Treaty Affairs

6. Council of Europe consultants

Country	Name	Position
PAKISTAN	Mr Zahid JAMIL	Barrister-at-law Jamil & Jamil Barristers-at-law
PAKISTAN	Ms Zahra Rose DEAN	Advocate Jamil & Jamil Barristers-at-law

7. Council of Europe Committees

Committees	Name
CDMSI (Steering Committee on Media and Information Society)	
CDPC (European Committee on Crime Problems)	
PC-OC	Ms Anita VAN DE KAR-BACHELET Secretary to the PC-OC/ Secrétaire du PC-OC Criminal Law Division/ Division du droit penal DG I - Human Rights and Rule of law DG I - Droits de l'Homme et Etat de droit

8. Council of Europe Secretariat

Name	Details
Mr Jan KLEIJSEN	Director of Information Society and Action against Crime Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mr Patrick PENNINGCKX	Head of Media, Information Society, Data Protection and Cybercrime Department Information Society and Action against Crime Directorate, Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mr Alexander SEGER	Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee Head of Cybercrime Programme Office (C-PROC) Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Ms Victoria CATLIFF	Project Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mr Steven BROWN	Project Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Ms Marie AGHA-WEVELSIEP	Project Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law
Ms Nadia BOLLENDER	Project Assistant Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Ms Sinziana HANGANU	Project Assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law

9. Interpreters

- Grégoire DEVICTOR
- Nicolas GUITTONNEAU
- Corinne McGEORGE